

Déclaration liminaire CFDT CTPC du 9 juillet 2009

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Alors que le G8 est réuni cette semaine en Italie sur les ruines du tremblement de terre d'Aquila, certainement pour conjurer le sort et se convaincre d'une sortie de crise proche, aux 9èmes rencontres d'Aix-en-Provence du Cercle des économistes, ces derniers étaient particulièrement alarmistes. L'OCDE prévoit en effet un bond de 80 % du chômage dans les pays les plus riches entre 2007 et 2010. Donc le plus dur reste à venir et même J-Claude TRICHET a reconnu que « l'avenir n'est écrit nulle part en ce moment »... Mais restons optimistes en nous disant que les économistes sont loin d'être infaillibles !

C'est dans ce contexte économique dont les conséquences dévastatrices sur l'emploi restent à venir fin 2009 et en 2010, que le gouvernement poursuit autoritairement et au pas de charge ses réformes. Donc en catastrophe, le projet de décret créant les DIRECCTE est soumis à tous les CTP concernés par cette réorganisation territoriale des services de l'Etat. Car il s'agit bien encore une fois, d'une réforme autoritaire décidée au plus haut niveau de l'Etat sur des bases totalement dogmatiques et surtout sans concertation avec les représentants du personnel.

En effet, en regroupant des missions de nature opposées, le risque de confusion entre les politiques économiques en faveur des entreprises et les politiques régaliennes en faveur des salariés ou des consommateurs porte en germe l'échec même de cette réforme.

Faute d'arrêté accompagnant ce projet de décret, il est évident que les décisions en matière d'organisation et de fonctionnement ne sont pas prises. Nous ne pouvons que constater qu'il n'y a pas de dialogue de gestion entre les services et encore moins de dialogue social au niveau local. D'ailleurs, à ce jour, la localisation des 5 DIRECCTE « préfugatrices » n'est pas arrêtée et il paraît que la mission AUVIGNE est chargée de faire un rapport d'étape pour la rentrée ? Il en sera de même pour la charte de gestion des personnels que le secrétaire général a annoncé pour septembre...

Tout ce que nous constatons sur le terrain, c'est une dégradation dramatique des relations sociales et de la motivation des personnels alors que des enjeux économiques demandent et demanderont dès la rentrée, l'implication maximale de tous les agents de l'Etat sur l'ensemble de notre territoire.

A ce stade donc, la CFDT ne peut pas approuver la mise en œuvre d'une réforme qui n'est pas prête.